

Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 218 T 24

Objet: Autorisation d'installation d'un échafaudage et d'une cabane rue Reine Elisabeth

Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse

VU les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article R 417-10 du Code de la Route

VU la demande présentée par l'entreprise GH RAVALEMENT pour des besoins de ravalement de façades au 7bis rue Reine Elisabeth

Annule et remplace le n° 204T24

ARRETE

<u>Article 1</u>: Afin de permettre le bon déroulement des travaux, le stationnement sera interdit sur deux places rue des Guêpes afin d'installer un échafaudage et une cabane au droit du 7bis rue Reine Elisabeth du 24 juillet au 13 septembre 2024.

<u>Article 2</u>: L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procèdera à l'affichage de l'autorisation.

<u>Article 3</u>: Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

Article 4 : Des droits de voirie seront réclamés ultérieurement à l'entreprise.

<u>Article 5</u>: conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

<u>Article 5</u>: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le vingt-trois juillet deux mil vingt-quatre.

